

Schnellrecherche der SFH-Länderanalyse vom 28. April 2015 zu Mali: Staatsangehörigkeit

Frage an die SFH-Länderanalyse:

- Was sind die Voraussetzungen zur Verleihung der malischen Staatsangehörigkeit?

Die Informationen beruhen auf einer zeitlich begrenzten Recherche (Schnellrecherche) in öffentlich zugänglichen Dokumenten, die uns derzeit zur Verfügung stehen.

Voraussetzungen zur Verleihung der malischen Staatsangehörigkeit

Patrilineares Prinzip. Wie dem aktuell gültigen Staatsangehörigkeitsgesetz (*LOI No°62-18 AN-RM*) des malischen Zivilgesetzbuches zu entnehmen ist, wird die malische Staatsangehörigkeit bei der Geburt grundsätzlich nach patrilinearem Prinzip verliehen. Demzufolge erhält das eheliche Kind eines malischen Vaters automatisch die malische Staatsangehörigkeit, wobei es keine Rolle spielt, ob es in Mali oder in einem anderen Land zur Welt gekommen ist (*Art. 8*). Seit der Anpassung des Gesetzes im Jahr 1995 akzeptiert das malische Gesetz auch Doppelbürgerschaften (*Art. 38 NOUVEAU*). Während man zuvor die malische Staatsangehörigkeit bei der Annahme einer anderen Staatsangehörigkeit automatisch verlor, geschieht dies seither nur noch auf entsprechenden Antrag (*Art. 39 NOUVEAU*).

Sollte die malische Staatsangehörigkeit nicht erwünscht sein, muss für das Kind der Beweis erbracht werden, dass es über die rechtmässige Staatsangehörigkeit eines anderen Landes verfügt (*Art. 19*). Ab dem Alter von 18 Jahren haben malische Staatsangehörige unter derselben Auflage das Recht, die Aufhebung der malischen Staatsangehörigkeit selbständig zu beantragen. Zwischen 16 und 18 Jahren ist hierfür die Einwilligung eines Elternteils – falls möglich des Vaters – nötig (*Art. 40*).

Weyermannsstrasse 10
Postfach 8154
CH-3001 Bern

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@fluechtlingshilfe.ch
www.fluechtlingshilfe.ch

Spendenkonto
PC 30-1085-7

Geburtsurkunden und Gerichtserklärungen. Gemäss einem Themenpapier der *Schweizerischen Flüchtlingshilfe* (SFH) vom 3. März 2005 werden Geburtsurkunden in Mali auf üblichem Weg nur Staatsangehörigen ausgestellt, die in Geburtszentren geboren wurden. Für Kinder, die nicht in diesem Rahmen automatisch erfasst werden, besteht nach der Geburt eine dreimonatige Frist, innerhalb derer sie bei den lokalen Behörden gemeldet werden und so in den Besitz einer Geburtsurkunde gelangen können. Aufgrund dieser Einschränkung verfügen viele malische Staatsangehörige nicht über eine eigentliche Geburtsurkunde, sondern lediglich über eine zu einem späteren Zeitpunkt erworbene Gerichtserklärung (*Jugement suppletif*), die den ungefähren Ort und das Datum ihrer Geburt bezeugt. Laut einem Bericht des *Immigration and Refugee Board of Canada* vom 3. März 2015 entspricht dieses Verfahren nach wie vor der gängigen Praxis.

Ausstellung von Personalausweisen. Demselben Bericht des *Immigration and Refugee Board of Canada* zufolge haben malische Staatsangehörige ab dem Alter von 18 Jahren die Möglichkeit, sich bei den lokalen Behörden einen Personalausweis



ausstellen zu lassen. Hierfür muss die malische Staatsangehörigkeit nachgewiesen werden. Als wirksame Dokumente gelten im Normalfall die Geburtsurkunde, das Familienbüchlein oder der Heiratschein einer Person. Wie der Bericht mit Verweis auf die Aussagen eines malischen Botschaftsbediensteten weiter festhält, ist es grundsätzlich nicht möglich, ausserhalb Malis in den Besitz eines gültigen regulären Personalausweises zu kommen. Von den diplomatischen Vertretungen können einzig Konsularausweise ausgestellt werden.

Aktuell gültiges Staatsangehörigkeitsgesetz:

*«Code de la nationalité malienne
LOI No°62-18 AN-RM DU 3 FEVRIER 1962*

*Titre préliminaire
Dispositions générales*

ART. 1^{er} La loi détermine quels individus ont, à leur naissance, la nationalité malienne à titre de nationalité d'origine.

La nationalité malienne s'acquiert ou se perd après la naissance par l'effet de la loi ou par décision de l'autorité publique prise dans les conditions fixées par la loi.

ART. 2 Les dispositions relatives à la nationalité contenues dans les traités et accords internationaux dûment ratifiés et publiés seront appliquées même si elles sont contraires aux dispositions de la législation interne malienne. (...)

ART. 5 L'âge de la majorité au sens du présent code est de 21 ans accomplis.

ART. 6 Par résidence habituelle l'on doit entendre l'établissement à demeure dans la République du Mali. (...)

*Titre premier
De la nationalité malienne d'origine*

ART. 8 Est Malien, qu'il soit né au Mali ou à l'étranger:

- 1. l'enfant légitime né d'un père malien;**
- 2. l'enfant légitime né d'une mère malienne et d'un père apatride ou de nationalité inconnue;*
- 3. l'enfant naturel lorsque celui de ses parents à l'égard duquel la filiation a d'abord été établie est malien;*
- 4. l'enfant naturel lorsque celui de ses parents à l'égard duquel la filiation a été établie en second lieu est malien, si l'autre parent est apatride ou de nationalité inconnue;*
- 5. l'enfant de mère malienne et de père étranger lorsque la loi nationale du père ne s'applique pas à l'enfant. (...)*

ART. 19 Dans les cas visés à l'article précédent, nul ne peut répudier la nationalité malienne s'il n'a preuve qu'il a par filiation la nationalité d'un pays étranger et, le cas échéant, qu'il a satisfait aux obligations militaires qui lui

sont imposées par la loi de ce pays, sous réserve des dispositions prévues par les accords internationaux. (...)

Titre II

De l'acquisition de la nationalité malienne

CHAPITRE PREMIER

Des modes d'acquisition de la nationalité malienne (...)

Section IV

Acquisition de la nationalité malienne par décision de l'autorité publique

Paragraphe I : Naturalisation

ART. 28 La naturalisation malienne est accordée par décret sur demande de l'intéressé après enquête.

Le décret doit intervenir dans l'année qui suit la demande.

A défaut, celle-ci doit être considérée comme rejetée.

Le décret accordant la naturalisation n'est pas motivé.

Le rejet formel ou implicite de la demande de naturalisation n'est susceptible d'aucun recours.

ART. 29 Nul ne peut être naturalisé s'il n'a depuis cinq ans au moins sa résidence habituelle au Mali au moment de la présentation de la demande.

Ce délai est réduit à deux ans pour ceux qui sont mariés à une Malienne ou qui ont rendu au Mali des services exceptionnels. (...)

Paragraphe II : Réintégration

ART. 33 Toute personne ayant perdu la nationalité malienne peut obtenir sa réintégration par décret après enquête. (...)

Titre III

De la perte et de la déchéance de la nationalité malienne

ART. 38 Perd la nationalité malienne le Malien majeur qui acquiert volontairement une nationalité étrangère.

ART. 39 Perd la nationalité malienne le Malien, même mineur, qui, ayant une nationalité étrangère, est autorisé, sur sa demande, à perdre la qualité de Malien.

Cette autorisation est accordée par décret.

ART. 40 Le mineur âgé de 18 ans peut faire cette demande sans autorisation.

Le mineur âgé de 16 ans et de moins de 18 ans doit être autorisé par son père, à défaut par sa mère, habilitée le cas échéant par le conseil prévu par la loi sur le mariage et la tutelle, ou enfin par son tuteur après avis conforme du conseil de famille.

Le mineur de moins de 16 ans est représenté par la personne et dans les conditions visées à l'alinéa précédent. (...)

Titre IV

De la forme des actes relatifs à l'acquisition ou à la perte de la nationalité malienne

ART. 45 *Toute déclaration en vue :*

- 1. d'acquérir la nationalité malienne;*
- 2. de décliner l'acquisition de la nationalité malienne;*
- 3. de répudier la nationalité malienne*

est souscrite devant le juge du siège désigné par le président du tribunal de première instance ou le juge de paix à compétence étendue du ressort dans lequel le déclarant a sa résidence. (...)

Titre V

Des certificats de nationalité

ART. 53 *Le juge du siège désigné par le président du tribunal de première instance ou le juge de paix à **compétence étendue a seul qualité pour délivrer un certificat de nationalité malienne** à toute personne justifiant qu'elle a cette qualité. **A l'étranger, ce certificat est délivré par les agents diplomatiques ou consulaires maliens.***

ART. 54 ***Le certificat indique en vertu de quelles dispositions l'intéressé a la qualité de Malien et quels documents ont permis de l'établir. Il fait foi jusqu'à preuve contraire.***

ART. 55 *Lorsque l'autorité compétente refuse de délivrer un certificat de nationalité, l'intéressé peut saisir le ministre de la Justice qui décide s'il y a lieu de procéder à cette délivrance. (...)*

LOI No95-70 DU 25 AOUT 1995 PORTANT MODIFICATION DU CODE DE LA NATIONALITE MALIENNE

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 29 juin 1995,
Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit: (...)

ART. 8 – 5 (NOUVEAU)

L'enfant de mère malienne et de père étranger sauf à lui de répudier la nationalité malienne par les formes de droit dans les six mois suivant sa majorité. (...)

ART. 27 – Alinéa 2 (NOUVEAU)

Cette option doit être effectuée dans les six mois suivant sa majorité.

ART. 38 (NOUVEAU)

Toute personne majeure de nationalité malienne résidant habituellement à l'étranger, qui acquiert volontairement une nationalité étrangère, ne perd la nationalité malienne que si elle le déclare expressément dans les conditions prévues aux articles 45 et suivants du présent code.

ART. 39 – Alinéa 1 (NOUVEAU)

Perd la nationalité malienne le Malien qui, ayant acquis une nationalité étrangère, est autorisé, sur sa demande, à perdre la nationalité malienne.» Quelle: Mali, Code

des personnes et de la famille [Mali], Loi No. 11-080/AN-RM, Code de la Nationalité Malienne (ergänzte Fassung), 25. August 1995:

www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=548e9fa64.

SFH, 3. März 2005:

«Geburtsurkunde

*Geburtsurkunden werden in Mali **nur für Staatsangehörige ausgestellt, die in Geburtszentren geboren wurden oder deren Geburt nicht später als drei Monate nach dem Ereignis deklariert wurde.** Viele malische Staatsangehörige besitzen nur **Gerichtserklärungen (Jugement suppletif) des ungefähren Ortes und Datums der Geburt.** Solche Erklärungen, Kopien davon oder Geburtsurkunden können bei der Zentrale des Kreises beantragt werden, in dem die Person geboren wurde. Möglicherweise wird für diese Dienstleistung eine Gebühr verlangt.» Quelle: Schweizerische Flüchtlingshilfe, Identitätsdokumente in ausgewählten afrikanischen Flüchtlings-Herkunftsländern, 3. März 2005, S. 40:*

www.refworld.org/docid/4b30d3630.html.

Immigration and Refugee Board of Canada, 3. März 2015:

*«During an interview with the Research Directorate, an official from the Mali Embassy in Ottawa stated that **any person, upon reaching the age of majority (18 years old) and who is officially considered a citizen of Mali, has the right to obtain a national identity card.***

Further, the website of the government of Mali gives the following information regarding the procedure to obtain a national identity card:

The applicant goes in person to the Identity Card Section of his local police station, gendarmerie, or sub-prefecture.

The officer in charge records the following information about the applicant:

- *fingerprint card*
- *height*
- *complete address (street, number), name of landlord as the case may be. (...)*

Document checklist:

- *3 identification photographs*
- *the identity card that is about to expire (or a copy of the birth certificate excerpt, family booklet, marriage certificate, or the applicant may bring 2 witnesses known to the neighborhood, along with their valid identification documents)*
- *fiscal stamps (500 + 200 CFA francs) [approximately \$CDN1.10 + \$CDN0.10] (...)*

*The embassy official also noted that **it is [translation] 'normally' not possible to obtain a national identity card outside of Mali.** According to the official, a citizen of Mali can however obtain **a consular identity card, which confirms his identity and [translation] 'serves as a national identity card'.** The consular identity card can only be issued by Malian embassies and general consulates abroad, since it is not part of the mandate of honorary consuls to issue those cards.*

According to the website of the Embassy of Mali in Ottawa, in order to obtain a consular card, a citizen of Mali who lives in Canada must provide the following documents:

[translation]

- **Their previous national identity card or consular card, a copy of their passport from Mali, or their birth certificate excerpt from Mali**
- Fully completed form (can be downloaded [from the website])
- 2 identification photographs
- 40 dollars (cheque made payable to the Embassy of Mali. (...))

Requirements and Procedure to Obtain a Birth Certificate

According to the official from the Embassy of Mali in Ottawa, 'extrait d'acte de naissance' (birth certificate excerpt) is the official name for a birth certificate in Mali. According to the Mali Country Reciprocity Schedule published by the United States, 'Malian birth certificates are issued only to those Malians born in maternity centers or to those whose birth is declared within thirty days after birth' (U.S. n.d.). However, according to the official from the Embassy of Mali, **a substitute certificate (jugement supplétif) may be issued by Malian tribunals to any adult who has lost his original birth certificate, and the substitute certificate has the force of an original birth certificate.** The following information was provided by the official at the Embassy of Mali in Ottawa.

The **process that leads to the issuance of a birth certificate** begins as soon as the birth is declared to the municipal authority as set out in the Act. The third copy of the birth certificate becomes the actual birth certificate, since the first copy is kept by the issuing authority, and the second copy goes to the Department of Justice. In Mali, the birth certificate excerpt and copies of the birth certificate excerpt are issued in municipal services, and outside of Mali, in embassies and general consulates.

The Malian government website gives the following information on how to obtain a copy of a Malian birth certificate, as well as a copy of a birth certificate:

[translation]

Procedure and place of issuance:

- Hospitals, clinics, or maternity hospitals register the birth of a child in a civil registry, and then send a declaration of birth (called volet II) to the city hall or to the Centre d'état civil (Civil Status Centre) that they belong to.
- Hospitals, clinics or maternity hospitals give the applicant (herein called the user) the birth declaration number who, in turn, submits it to the civil status centre where the declaration of birth was originally sent.
- The civil status centre's officer records the information included in the declaration of birth. This step is called transcription.
- The user confirms the accuracy of the information that has been transcribed.
- The birth certificate excerpt, (called volet III) is then sent to the mayor for signature and given to the user who can make copies.
- Parents are given a maximum period of one (1) month (30 clear days) to register the birth of their child. If that period of time is expired, a ruling ordering that a substitute birth certificate be issued takes place.
- The birth certificate excerpt is done in writing. Copies are typed.

Documents to bring:

- The declaration of birth from the hospital, clinic, or maternity hospital must be provided in order to obtain the birth certificate excerpt.

- *The birth certificate excerpt (volet III) must be provided in order to obtain copies of the birth certificate excerpt.»* Quelle: IRB – Immigration and Refugee Board of Canada, Mali: Requirements and procedures to obtain a national identity card, a birth certificate and a certificate of nationality; characteristics of each of these identity documents, including physical features (2012-February 2015) [MLI105098.FE], 3. März 2015: www.ecoi.net/local_link/299174/435742_de.html